

LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 15 MARS 2018

SOMMAIRE

- 1) La " Baston " social !!...
- 2) Tir groupirrrrr...
- 3) Le copain de Macron
- 4) Il lui fait même la leçon
- 5) L'affaire de tous
- 6) Le mystère du grand voyage...



Diez Gérard La Presse en Revue

I) «Bastion Social» à Marseille: la percée des néofascistes français



Des membres de l'Action Française, à Marseille, le 2 octobre 2017. | Boris Horvat / AFP

Une partie des militants de l'Action Française ont rejoint le groupuscule «Bastion Social», qui pourrait prendre le même chemin que «CasaPound» en Italie, seul mouvement néofasciste en Europe à avoir réussi à sortir de la marginalité politique.

En 2010, [l'Action Française](#), mouvement d'extrême droite [royaliste](#) et [maurassien](#), s'est installé à Marseille, sous le nom AF Provence. Avec comme particularité une capacité notable à occuper l'espace –physique et médiatique– dans une mesure déconnectée de la réalité de ses effectifs. Une surreprésentation qui tient au choix audacieux [de l'implantation de son local en 2014, rue Navarin, au cœur du bastion antifa et libertaire marseillais.](#)

C'est donc fort logiquement que les habitants expriment leur exaspération, principalement alimentée par les affrontements réguliers et le climat délétère qui règne dans le quartier depuis les deux dernières années. Les plaintes affluent et la tension est exacerbée par un niveau de violence auquel les forces de l'ordre semblent impuissantes à mettre un terme définitif.

Car l'enjeu territorial est l'essence même des groupuscules radicaux, qu'ils soient issus de l'ultra-gauche ou de l'extrême droite.

«C'est leur Fort Apache»

Lorsque la politique n'est pas affaire de partis ou de syndicats, la force se mesure à l'aune de la conviction de ses militants. Souvent, la conviction n'est que la représentation urbaine de la force. Il reste donc inconcevable pour le milieu antifa local que l'ennemi puisse nicher au cœur même d'un quartier qui leur est historiquement acquis.

Jeremy Palmieri et Bertrand Raffailac-DesFosse, les deux responsables de l'AF Provence, l'ont bien compris: le local de la rue Navarin fait figure, dans l'esprit du groupuscule royaliste, de village gaulois, d'îlot de résistance, de fait d'arme.

«C'est leur Fort Apache», nous dit un militant antifasciste de la première heure.

Mais la pression constante à laquelle ils sont soumis, combinée à la réaction –tardive– de la préfecture, poussent aujourd'hui les royalistes à déménager dans un autre quartier de Marseille, en plein centre ville, à deux pas du Vieux-Port.

Ce nouveau local, dont l'ouverture est prévue le 24 mars dans le VII^e arrondissement de la ville, répond également à une scission interne du mouvement: les leaders de l'AF Provence, suivis par une partie importante des militants, désirent faire de ce nouveau local la branche marseillaise du «Bastion Social».

Des militants très jeunes

Ces lieux étiquetés «Bastion Social» essaient sur le territoire, avec un certain succès. Pour le comprendre, il convient d'analyser à la fois le conflit générationnel au sein de l'Action Française et l'influence de l'extrême droite italienne sur l'ensemble des groupes organisés de l'extrême droite européenne.

Les militants de l'AF Provence sont jeunes –voire très jeunes. L'encadrement idéologique autour du corpus maurassien est assuré par des cadres de l'association royaliste souvent sexagénaires.

Mais les jeunes veulent vivre dans la société d'aujourd'hui. Les célébrations poussiéreuses qui leurs sont proposées ne parviennent vraisemblablement pas à satisfaire leurs désirs de pratiques politiques plus modernes. Surtout quand elles font leurs preuves ailleurs, notamment en Italie par l'intermédiaire du mouvement [CasaPound](#).

Le modèle CasaPound

CasaPound, c'est aujourd'hui le modèle à suivre dans la galaxie de l'extrême droite européenne. Très bien structurée, quasi reproduction des squats autonomes qui ont fleuri dans l'Allemagne et l'Italie au cours des années 1980 et 1990, l'organisation dispose de locaux dans toutes les villes italiennes ayant une influence politique et historique.

Pour faire passer ses idées, CasaPound se rend visible par une offre qui dépasse le cadre des militants. Pas de bunkerisation: les membres partent à la rencontre des habitants du quartier, offrent leur aide aux personnes en difficulté et organisent des maraudes de soutien aux SDF (à une unique condition: que ces derniers ne soient pas étrangers...).

Casapound peut mobiliser ses militants dans toute l'Italie, faire appel à son syndicat étudiant ([Blocco Studentesco](#)), organiser des cortèges offensifs et présenter des candidats aux élections locales. Une forme moderne, et un fond efficace. Cette synthèse, aucun mouvement d'extrême droite n'est parvenu à la bâtir ailleurs. [Ce fascisme du troisième millénaire](#) s'est adapté aux batailles culturelles de son siècle en se débarrassant du folklore désuet et improductif dans lequel sont encore empêtrées les autres formations –qu'elles soient françaises, espagnoles, britanniques ou allemandes.

La matrice idéologique maurassienne de l'AF Provence est tout à fait compatible avec ce fascisme moderne proposé par [Gianluca Iannone](#) et les cadres fondateurs de CasaPound. La praxis des militants italiens est en adéquation avec les codes et les représentations culturelles de la jeunesse occidentale. Casapound offre un biotope politique complet et un modèle fort, fondé sur la culture, mais aussi la sous-culture urbaine: concerts, *urban wear*, salons de tatouages, sports de combat, littérature, histoire...

La modernisation va jusqu'à une féminisation inédite dans ce milieu autrefois réservé aux pratiques viriles.

Action Française, GUD, CasaPound: des amitiés qui comptent

En France, le Bastion Social, émanation qui résulte de la dissolution du [Groupe union défense](#) (GUD), ambitionne de bâtir le CasaPound français. L'AF Provence, depuis sa scission interne, est en passe de les rejoindre et de fonder le Bastion Social Marseille.

Les membres marseillais de l'AF ont bien compris la possibilité de sortir de l'enclavement politique auquel ils sont confinés grâce aux liens étroits et amicaux que certains d'entre eux ont tissé avec les militants de CasaPound –tel Antoine Deguillen, membre de l'AF Provence, qui a étudié à Parme, où il a fréquenté l'antenne locale de CasaPound.

En novembre 2016, une manifestation s'est tenue dans le centre-ville de Marseille. On pouvait y voir flotter les drapeaux de l'AF et... de CasaPound. La même année, un militant de CasaPound, Marcello Ursi, a vraisemblablement beaucoup aidé au rapprochement entre le mouvement italien et les provençaux: un drapeau de l'AF est d'ailleurs depuis installé dans le local de Parme.

En février 2017, les militants marseillais et aixois se sont rendus à Parme. En avril de la même année, ils étaient officiellement invités à la tribune de la réunion romaine rassemblant les groupuscules d'extrême droite les plus efficaces d'Europe: [Europa communita di popoli](#), dans une sa salle décorée des portraits de [Dominique Venner](#), Nietzsche ou encore des légionnaires de la Rome antique.

La communauté de destin entre l'AF Provence et CasaPound est alors actée.

Le divorce entre l'AF Provence et les cadres parisiens sera scellé par le rappel à l'ordre des premiers par les seconds lors du désordre communicationnel qui suit l'arrestation de [Logan Nisin](#). Ce très jeune membre de l'AF Provence et anciennement militant au Front national est interpellé en octobre 2017 pour suspicion de projet d'attentat sur Jean-Luc Mélenchon. L'AF Provence assure que Logan ne faisait plus partie de ses effectifs au moment de l'arrestation mais le site antifasciste [la Horde](#) dit démontrer le contraire par l'analyse d'une photo (non publiée). L'association royaliste dément, puis se ravise. Ce flottement et cette impréparation irritent Paris, qui le fait savoir. Les Marseillais y voient l'occasion de se détacher de l'AF comme l'a fait quelques mois plus tôt l'antenne aixoise pour s'affilier au Bastion Social.

La gauche radicale inquiète

Les premiers jours de janvier 2018, les anciens membres du GUD de Lyon, Paris et Strasbourg, à l'origine du Bastion Social au niveau national, se réunissent [pour un concert identitaire à Chambéry](#) en présence de la figure tutélaire Gianluca Iannone. Les Marseillais sont également présents. Est-ce à ce moment là que se joue l'acte fondateur du Bastion Social marseillais? Difficile d'en être certain.

Mais il n'en demeure pas moins que le 24 mars prochain, le local sera inauguré et baptisé «Le Navarin», du nom de la rue où ils étaient implantés lorsqu'ils étaient affiliés à l'AF: un hommage à leur Fort Apache...

Une implantation en plein centre-ville qui inquiète les antifas locaux: ils redoutent l'afflux de militants plus nombreux, plus durs et mieux formés, issus pour la plupart des GUD de Lyon ou Paris.

Aussi, afin de bâtir une réponse cohérente, [une réunion est organisée par les jeunes communistes le 24 mars](#). Il s'agit également pour les associations antiracistes, les militants syndicaux les plus radicaux et les antifas de savoir comment faire face à un ennemi politique qui se structure.

La police ne perd pas son sang froid

Les militants s'inquiètent de l'attitude adoptée par la puissance publique dans sa gestion des heurts avec l'AF Provence installée dans la rue Navarin depuis 2014:

«Nous avons toujours eu le sentiment que le préfet n'a pas pris la mesure du danger que constitue l'installation de ce type de groupuscule. Nous sommes souvent renvoyés dos à dos comme les faces d'une même pièce, explique un militant libertaire. La crainte c'est surtout le coup de couteau qui pourrait blesser –voire tuer. Cela est arrivé à l'un de nos camarades qui s'est fait poignardé dans l'enceinte de son domicile. Il est clair que nous ne resterons pas passifs», poursuit-il.

Interrogée, la préfecture de police et les cadres en charge de l'ordre public affirment que l'installation du Bastion Social dans le centre-ville ne génère aucune modification des pratiques policières:

«Nous connaissons bien les milieux antifa et royaliste de Marseille. Nous savons quels sont les militants qui sont susceptibles de poser problème. Nous les surveillons depuis longtemps et continuerons à le faire avec la même attention, mais sans exagérer une menace qui est souvent auto-entretenu par les groupes antagonistes eux-mêmes», explique un fonctionnaire de police en charge de l'ordre public.

Autre interrogation: quelle sera la réaction de l'élu frontiste [Stéphane Ravier](#), qui avait soutenu le Bastion Social de Strasbourg en mai 2017, à l'annonce de l'ouverture prochaine du Bastion Social?



La légitimité accordée par un élu de la République à des groupes radicaux parfois violents contribue largement à leur ancrage territorial. C'est sur cet ancrage et cette légitimité que CasaPound s'est appuyée pour asseoir son expansion et sa normalisation.

Rien ne permet d'affirmer que ce pari sera gagné par le Bastion Social, mais à l'heure où [Matteo Salvini](#), leader du parti d'extrême droite de la [Ligue du Nord](#), pourrait être président du Conseil en Italie, il convient de comprendre le rôle des groupes radicaux extraparlamentaires: rendre acceptables des idées et des pratiques radicales par l'intermédiaire des partis institutionnalisés.

Slate

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Macron face à la SNCF, l'effondrement de Wauquiez, les conseils de Valls



Emmanuel Macron, Jean-Yves Le Drian, Elisabeth Borne, Guillaume Pépy, patron de la SNCF, devant un TGV, le 1er juillet 2017. ((FRED TANNEAU / AFP)

Par [Paul Laubacher](#)

Au menu du réveil politique : le gouvernement présente ses ordonnances pour réformer la SNCF, Wauquiez chute dans les sondages, Valls parle de « brutalité" ...

La bataille du jour : la réforme de la SNCF

"Le débat commence, et je ne doute pas une seconde qu'il sera intense". Edouard Philippe le sait, comme Emmanuel Macron, [la bataille pour réformer la SNCF sera rude](#). Lors de sa session hebdomadaire sur Facebook avec des internautes, le Premier ministre explique :

"On peut être parfois pas très loin sur un certain nombre d'éléments de constat. Sur des éléments de solution, je suis pas sûr qu'on puisse se rapprocher sur tous les sujets, c'est la moindre des choses que de le dire. Mais il y a aussi je crois une volonté de dialoguer en tout cas c'est ce que j'ai essayé d'expliquer à mes interlocuteurs".

Il venait juste de rencontrer le patron de la CGT, Philippe Martinez, qui venait lui présenter un contre-rapport établi par le syndicat.

La ministre des Transports [Elisabeth Borne doit présenter](#) ce mercredi 14 mars matin au Conseil des ministres la loi d'habilitation qui permettra au gouvernement de passer par des ordonnances pour réformer le secteur ferroviaire, bravant le mécontentement des syndicats qui menacent d'une grève dure.

Le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, n'a pas varié dans sa position : pour lui le gouvernement a choisi "l'affrontement" avec les cheminots. "S'il y a un conflit, il sera de la responsabilité totale du gouvernement" s'il refuse de revoir ses positions et son calendrier, a-t-il averti après avoir été reçu par le Premier ministre Edouard Philippe, auquel la CGT, premier syndicat de l'entreprise ferroviaire, a remis un contre-projet censé "réorienter les décisions du gouvernement".

Le texte gouvernemental présenté mercredi, qui doit être débattu à la mi-avril au Parlement, reste assez vague en l'état, avec huit articles énumérant "les thèmes à réformer".

Les thèmes sont globalement connus : la transcription dans la loi française des textes

européens qui prévoient l'ouverture à la concurrence, la transformation de la SNCF en société nationale à capitaux publics et la suppression du statut de cheminot pour les nouvelles recrues, une "ligne rouge" aux yeux des syndicats.

L'idée est ensuite de remplacer progressivement les ordonnances par des amendements législatifs, au fur et à mesure que la concertation avec les syndicats et le débat parlementaire avanceront. Les dates de l'ouverture à la concurrence, par exemple, ont vocation à être précisées au terme de ce processus.

Déjà inquiets de la perspective d'une réforme de l'entreprise et de l'annonce de la fin des recrutements au statut, les syndicats de cheminots ont très mal pris la décision du gouvernement de recourir aux ordonnances.

Les quatre organisations représentatives --CGT, Unsa, SUD Rail et CFDT-- ont toutefois choisi d'attendre jeudi soir avant de décider s'ils lancent ou non une grève dure.

La promotion du jour : Jean-Marie Le Pen

"Il est de retour". Dans une vidéo postée mardi 13 mars sur [Instagram](#) et Twitter, [Jean-Marie Le Pen](#) a décidé de faire la promotion du premier volume de ses mémoires ("*Fils de la nation*", Editions Muller) d'une manière particulière : en se glissant dans la peau de Dark Vador, célèbre personnage de la saga intergalactique Star Wars.

Sur fond de *Marche impériale*, le célèbre morceau composé par John Williams apparaît, la pose nonchalante, dans un ascenseur transparent qui monte, qui monte, qui monte...

Et puis la voix off :

"Je suis Jean-Marie Le Pen, la petite bête qui monte, qui monte, qui monte. Permettez-moi un conseil amical et qui n'est pas tout à fait désintéressé, lisez le tome un de mes mémoires, vous y apprendrez beaucoup de choses que vous ne connaissez pas sans doute car elles vous ont été cachées, généralement par les médias." Une manière de dire à Marine Le Pen, sa fille, qui propose de renommer le Front national en "Rassemblement national" : je suis ton père.



Jean-Marie Le Pen, co-fondateur du Front national, représentant du côté obscur de la Force ? Qui en doutait ? Pas le "Canard enchaîné", qui révèle dans son édition du mercredi 14 mars l'origine de deux petites statuettes posées délicatement sur une cheminée de Montretout, la demeure familiale des Le Pen.

Les statuettes en question, l'une brandit une torche et l'autre un glaive, sont en réalité des reproductions de deux oeuvres d'Arno Breker, sculpteur du IIIe Reich d'Adolf Hitler. Elles avait

été commandées et livrées en 1938, dans le cadre du projet mégalomane de "Germania", le réaménagement de Berlin. A l'origine, elle mesurait 3,5 mètres de haut. Sur la cheminée de Jean-Marie Le Pen, elle ne font que... 20 centimètres. C'est déjà beaucoup trop.

Les chiffres du jour : -4 et -9

Cela chute de tous les côtés. La cote d'Emmanuel Macron est en forte baisse en mars et celle de Laurent Wauquiez s'effondre par rapport au mois précédent, selon un sondage Ifop-Fiducial diffusé mardi.

Avec 54% d'opinions favorables, le chef de l'Etat cède du terrain et près d'un Français sur deux (45%) a désormais une "mauvaise opinion" de lui. Il perd quatre points

Avec 54% (-1) de bonnes opinions également, le Premier ministre Edouard Philippe limite pour sa part les dégâts et se hisse même dans le trio de tête de ce tableau de bord pour "Paris Match" et Sud Radio, derrière Nicolas Hulot (62%, -2) et Alain Juppé (59%, +2).

Laurent Wauquiez chute quant à lui de 9 points à 32% et perd en un mois plus que le gain de 7 points réalisé le mois dernier. Le président des Républicains paie ses propos enregistrés à son insu qui ont suscité la polémique en février et recule notamment fortement auprès des sympathisants de son propre parti, à 67% après une baisse de 16 points.

Marine Le Pen (24%) perd trois points dans ce sondage réalisé en partie avant le congrès du Front national, le week-end dernier.

Comment lire ce sondage ?

L'enquête pour Sud Radio et "Paris Match" a été réalisée par téléphone du 9 au 10 mars auprès de 957 personnes de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas. Marge d'erreur de 1,4 à 3,1 points.

Le conseil du jour : Manuel Valls

Tout le monde en conviendra, Manuel Valls s'y connaît en "brutalité" ? L'ancien Premier ministre a donc des conseils à donner : [il préconise dans une interview aux "Echos"](#), publiée mardi 13 mars, justement d'"éviter la brutalité ou le passage en force" dans les réformes.

Le député de l'Essonne, qui avait recouru au 49-3 pour faire adopter la loi Macron et la loi Travail quand il était chef du gouvernement, affirme :

"Notre démocratie a besoin des corps intermédiaires, partenaires sociaux, élus, associations (...) Bien entendu il faut éviter le surplage, l'impuissance, mais il faut éviter la brutalité ou le passage en force, je parle d'expérience. La société française reste fragile, inquiète. Elle attend aussi de la justice sociale et fiscale."

Le député, qui a quitté le PS et siège désormais avec La République en Marche, assure partager la volonté de réforme d'Emmanuel Macron. Mais Manuel Valls dit comprendre "l'inquiétude, le désespoir même de certains Français".

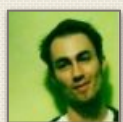
"Favorable" à la réforme de la SNCF, Manuel Valls invite cependant le gouvernement à ne pas "considérer les fonctionnaires ou les agents de la SNCF comme des 'privilegiés'".

"Ne donnons pas le sentiment de jouer les uns contre les autres. En France, les élites, trop souvent, gardent leurs prérogatives et aiment imposer des réformes à ceux qui gagnent peu."

Le symbole du jour : le PS vire "Jaurès"

Il y a des décisions qui ont valeur de symbole. [Il faut lire "le Parisien" pour le comprendre](#). Sans argent, exsangue, le Parti socialiste a licencié, dans le cadre d'un plan social qui toucherait la moitié des salariés de Solférino, "Jaurès", comme le grand Jean Jaurès. C'est un nom de code, bien sûr. Celui d'Eric Plumer 17 ans à la tête du service d'ordre du parti. "Y avait plus d'argent, ça je comprends", raconte-t-il au "Parisien". Mais il a trouvé la manière "brutale".

Eric Plumer a reçu beaucoup de soutiens à l'annonce de son licenciement. La maire de Lille a "comme beaucoup, décroché son téléphone quand elle a appris qu'il était licencié". Comprendre : elle a "gueulé". Son Facebook a, lui, été inondé de messages.



Paul Laubacher Journaliste

nouvelobs.com



III) Nicolas Sarkozy, retraité politique pourtant bien actif



Nicolas Sarkozy et Emmanuel Macron « se parlent souvent et s'estiment », selon un haut gradé des Républicains. Ici, lors de la cérémonie du 8 mai. LP/Olivier Lejeune

L'ancien chef de l'Etat multiplie les rendez-vous, tous bords politiques confondus. Il voit Laurent Wauquiez ce mercredi et a des contacts réguliers avec Emmanuel Macron.

« Pour quelqu'un qui s'est retiré de la vie politique, il est quand même partout », observe une parlementaire LR. En deux jours, Nicolas Sarkozy va effectivement se rappeler aux bons souvenirs de tous en recevant [Laurent Wauquiez](#) ce mercredi matin dans ses bureaux de la rue de Miromesnil, à Paris. Puis jeudi, c'est au côté de Gérald Darmanin, le ministre des Comptes publics, et surtout ennemi juré de Wauquiez, qu'il se rendra à Tourcoing (Nord).

« Un pur hasard de calendrier », explique l'entourage de Nicolas Sarkozy pour justifier cet étonnant télescopage. La rencontre avec le patron des Républicains intervient en tout cas un mois, presque jour pour jour, [après ses propos tonitruants devant les étudiants de Lyon](#), où il avait accusé l'ancien chef de l'Etat de mettre ses ministres sur écoute. « Ils ont eu l'occasion de s'expliquer depuis. Laurent a dit une connerie, mais la page est tournée », jure un proche de Wauquiez, avec la volonté de banaliser ce tête-à-tête. Contrairement à Darmanin, qui compte bien tirer médiatiquement profit de cette venue jeudi à Tourcoing, quelques heures avant son premier passage dans « l'Emission politique » de France 2 en tant qu'invité principal.

Officiellement, [Sarkozy](#) sera pourtant là pour remettre la Légion d'honneur à Didier Droart, qui a repris les rênes de la ville en septembre. « Mais quand Wauquiez va voir Sarko à côté de Gérald, ça va le mettre dans une humeur de dogue ! » se délecte cyniquement un membre du gouvernement.

« Il n'appartient à personne »

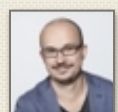
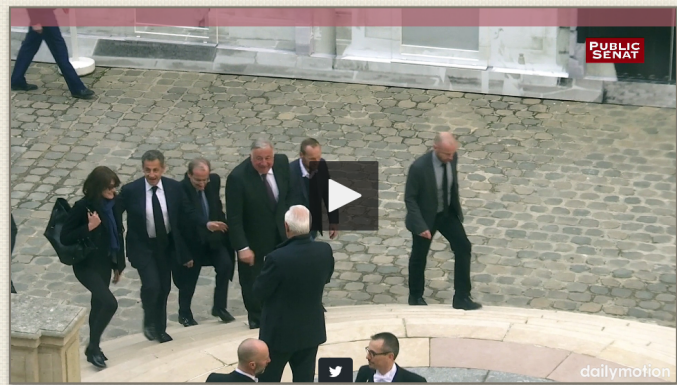
Pas question pour autant de se laisser instrumentaliser du côté de l'ex-locataire de l'Elysée. « Il s'est retiré de la vie politique et de toute obligation partisane. Ça lui donne la plus grande des libertés. Il n'appartient à personne », assure un ancien ministre resté fidèle. De quoi pratiquer les grands écarts récurrents, comme lorsqu'il est consulté par Manuel Valls pour évoquer le référendum d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie, ou quand il dîne dernièrement avec un autre transfuge de LR au gouvernement, Bruno Le Maire.

Libre, jusqu'au point d'entretenir « d'excellentes relations », dit-on, avec l'actuel occupant du palais présidentiel. « Contrairement à Hollande, [Macron sait traiter avec Nicolas Sarkozy](#). Ils se parlent souvent et s'estiment », affirme un haut gradé des Républicains.

Et quand il rencontre un chef d'Etat à l'étranger, Sarkozy ne manque jamais d'en informer le président de la République, souvent de manière informelle, ou par l'intermédiaire de la cellule diplomatique. Comme ce fut le cas début mars aux Emirats arabes unis, où il a rencontré en marge le prince héritier cheikh Mohammed à Abou Dhabi. Mais aussi en janvier au Rwanda, quand il a discuté en tête à tête avec le président Paul Kagamé. Un VRP de luxe pour Macron dans ce pays d'Afrique où les relations avec la France restent très tendues.

« En tant qu'ancien président, Nicolas Sarkozy garde forcément un poids diplomatique fort, ça compte. Même s'il a bien sûr le souci de rester à la place qui est la sienne », précise l'entourage du très actif retraité de la politique. Vendredi, il repartira d'ailleurs pour les Emirats, mais à Dubaï cette fois-ci, pour participer à une conférence mondiale sur l'éducation.

IV) Constitution : Nicolas Sarkozy fait la leçon à Emmanuel Macron au Sénat



Par François Vignal



Sa venue, à huis clos et loin des caméras, devait se limiter à un bilan de sa réforme constitutionnelle de 2008. Mais selon des propos rapportés par les sénateurs venus l'écouter ce mardi soir au Sénat, Nicolas Sarkozy ne s'est pas privé pour s'exprimer sur la réforme à venir d'Emmanuel Macron.

La réunion était à huis clos et les journalistes tenus à distance, deux étages au dessus, dans la grande Salle des conférences. En sous-sol du Sénat, la salle Clémenceau, où se réunit chaque mardi matin le groupe PS, a fait salle comble. Les sénateurs sont venus écouter Nicolas Sarkozy, arrivé au Sénat en compagnie de sa femme Carla Bruni-Sarkozy, parler de sa réforme constitutionnelle de 2008 (voir les images d'Aurelien Romano et de Nelson Getten)

Gérard Larcher l'a invité à s'exprimer devant le groupe de travail de la Haute assemblée sur la réforme des institutions que veut réaliser Emmanuel Macron. Un groupe de travail en format élargi, où tous les sénateurs étaient invités. Pour la majorité sénatoriale, qui s'oppose au chef de l'Etat sur le cœur de la réforme, c'est une manière de jouer la comparaison, au moment où les choses se précisent ([voir notre article](#)).

« Le référendum et la réforme constitutionnelle, cela ne peut pas marcher ! »

Certains sénateurs ne se sont pas fait prier pour relayer les propos de Nicolas Sarkozy. Si l'entourage de l'ex-Président a assuré à [publicsenat.fr](#) qu'il n'était « pas là pour distribuer les bons et mauvais points », qu'« il n'a pas l'intention de s'immiscer dans le débat actuel », venant simplement « témoigner », force est de constater que Nicolas Sarkozy s'est bien exprimé sur la réforme à venir. Lui qui a réussi à mener à son terme sa révision, grâce notamment à la voix de Jack Lang, présent également à la réunion, donne même une forme de leçon à Emmanuel Macron. Selon des propos rapportés sur Twitter par la sénatrice LR Joëlle Garriaud-Maylam, Nicolas Sarkozy reproche au chef de l'Etat de ne pas être, en substance, à la hauteur de l'enjeu : « Il ne peut y avoir de réforme constitutionnelle

avec une posture politicienne. C'est une affaire d'histoire, pas de politique partisane (...) Le référendum et la réforme constitutionnelle, cela ne peut pas marcher ! » Une attaque en règle contre le chef de l'Etat, qui depuis le début menace de recourir au référendum, faute d'accord, indispensable sur ce type de réforme, entre députés et sénateurs.

Des propos confirmés par Joëlle Garriaud-Maylam, jointe après la réunion par [publicsenat.fr](#). « Il n'a pas cité Emmanuel Macron dans son intervention » précise la sénatrice LR. Mais tout le monde aura compris... Autre propos rapporté par la sénatrice : « Que serait la démocratie sans le suffrage universel ? Un



« Nicolas Sarkozy déconseille au gouvernement de recourir aux ordonnances »

« Il a donné des conseils au Président. Il vaut mieux ne pas utiliser le référendum en matière de Constitution » confirme également Philippe Dallier, vice-président LR du Sénat.

« Il a aussi dit qu'il n'avait jamais eu recours aux ordonnances et qu'il déconseillait au gouvernement de les utiliser » raconte le sénateur de Seine-Saint-Denis.

Autre pierre lancée dans le jardin d'Emmanuel Macron, qui veut y recourir à nouveau pour la réforme de la SNCF. Mais s'il a critiqué l'exécutif, Nicolas Sarkozy l'a fait « tout en soulignant qu'il était retiré de la vie politique » précise Philippe Dallier. On ne sait jamais, s'il y avait un doute...

L'ancien ministre et sénateur PS, Victorin Lurel, a lui tout simplement filmé le chef de l'Etat. « Je voudrais que chacun réfléchisse sur la novation de ces réformes il y a 10 ans. Nous l'avons proposé, nous l'avons fait voter, il y a 10 ans, dans un concert de polémiques, parfois d'ailleurs d'insultes. Des réformes qui apparaissent à certains comme autant d'atteintes aux attributs du Président de la République, garde-fou des institutions, chef des armées, garant de l'indépendance judiciaire » souligne Nicolas Sarkozy dans cette vidéo.

Après son intervention, le président LR de la commission des affaires étrangères du Sénat,

Christian Cambon, est manifestement enjoué : « Eblouissant », lance-t-il... De quoi remonter la majorité sénatoriale, au moment où les négociations rentrent dans le dur.



François de Rugy : « Je crois qu'il est possible d'arriver à un accord, si nous prenons le temps du dialogue »

A la sortie et devant les caméras, le président LREM de l'Assemblée nationale, François de Rugy, invité également par Gérard Larcher, s'est montré plus conciliant que l'ancien chef de l'Etat. Il était « logique d'inviter » Nicolas Sarkozy. « C'est un exercice démocratique et politique intéressant que les principaux acteurs de l'époque et d'aujourd'hui se nourrissent mutuellement de leur expérience » pour François de Rugy.



Gage de bonne volonté, le président de l'Assemblée insiste sur le rôle à venir des parlementaires, comme s'il avait entendu le message de Nicolas Sarkozy sur le référendum : « Une réforme de la Constitution, c'est le gouvernement qui propose un texte (...). Ensuite, c'est le Parlement qui travaille et qui a le dernier mot, parce que l'Assemblée et le Sénat sont sur un pied d'égalité (en matière de révision de la Constitution) et le gouvernement ne peut pas passer en force, comme sur d'autres textes de loi ». Il ajoute : « Je connais les divergences qu'il y a au départ. Je crois qu'il est possible d'arriver à un accord, si nous prenons le temps du dialogue. (...) Il y aura des amendements adoptés à l'Assemblée nationale qui modifieront le texte, puis des amendements du Sénat. Nous verrons si nous pouvons trouver ensuite un terrain d'entente. Je sais que c'est possible. Cela prend un peu de temps. (...) Une réforme de la Constitution, c'est pour longtemps. (...) Ça prend un peu de temps, c'est normal ».

Emmanuel Macron, qui voulait adopter sa réforme avant l'été, vise maintenant plutôt une première lecture avant la trêve estivale. De quoi laisser du temps à ce dialogue. « Nicolas Sarkozy a raconté aussi combien il avait dû passer des week-ends au téléphone à convaincre les parlementaires récalcitrants » raconte Joëlle Garriaud-Maylam. De quoi donner des idées, peut-être, à Emmanuel Macron.

V) La sécurité devient de plus en plus l'affaire de tous

Flore Thomasset

LA CROIX



Patrouille de la police municipale dans le 2^e arrondissement de Lyon. /

Bruno Amsellem/Divergence

« La sécurité est l'affaire de tous. » L'antienne n'a jamais été autant d'actualité. Le plus gros bailleur HLM des Hauts-de-France vient de faire assermenter 24 gardiens et employés habilités à dresser des procès-verbaux (18 autres le seront bientôt). Ces PV, allant de 35 à 1 500 €, sanctionnent diverses incivilités, du dépôt d'encombrants aux nuisances sonores en passant par les dégradations. « Avant, nos employés devaient déposer plainte au commissariat, ce qui était long et pas toujours efficace, justifie-t-on à [Terre d'Opale Habitat](#). Avec ces "gardes particuliers", on gagne en réactivité. »

Dix ans après l'essor des « voisins vigilants », ces résidents censés alerter la police en cas de situation suspecte, une nouvelle étape de la participation citoyenne à la sécurité est ainsi franchie. Déjà, d'autres bailleurs s'intéressent au dispositif, comme [Paris Habitat](#), qui vient d'assermenter une centaine d'employés.

« Gardes particuliers »

Ce statut juridique de « garde particulier » n'est pas nouveau : « Il existe même depuis le XIX^e siècle, rappelle Xavier Latour, professeur de droit public à l'Université Nice-Sophia-Antipolis. Il jouit d'un regain d'intérêt certain, comme tout ce qui peut permettre d'accroître la sécurité des citoyens sans mobiliser la police nationale. »

Reste que le dispositif interroge. Comment éviter qu'une personne formée en 12 heures et travaillant dans des conditions difficiles n'abuse de son pouvoir ? « Nos personnels assermentés sont validés par le préfet et les PV adressés au procureur de la République, qui décide des suites à donner et peut repérer des abus », explique-t-on à Terre d'Opale Habitat.

À l'inverse, comment éviter qu'un gardien ne fasse l'objet de représailles ? « Le statut est plutôt protecteur : les gardes particuliers assurant une mission de service public, l'insulte devient un outrage », infraction punie de 7 500 € d'amende, explique Stéphane Dauphin, directeur général de Paris Habitat.

« L'échec de l'autocontrôle social »

Le fait que de simples citoyens s'emparent de missions sécuritaires n'a rien d'anodin : « C'est symptomatique de l'échec de l'autocontrôle social, analyse Xavier Latour. La dilution des liens sociaux entraîne à la fois des comportements égoïstes et incivils et une incapacité à régler les choses simplement, par le

dialogue. Alors on passe petit à petit sur un terrain contraventionnel, voire sécuritaire. »

Conséquence logique, les professionnels de la sécurité se multiplient : gardes particuliers, agents de surveillance sur la voie publique, mais aussi policiers municipaux et agents de sociétés privées... Des pans entiers de la sécurité échappent à la police et la gendarmerie. Si la « démonopolisation des fonctions régaliennes », selon l'expression du sociologue Sebastian Roché (1), n'est pas nouvelle, son ampleur est frappante : « Il y a dix ou quinze ans, ni les syndicats de police, ni même Nicolas Sarkozy à son arrivée à l'Intérieur n'étaient favorables au privé, se souvient le chercheur. Aujourd'hui, on ne pourrait plus faire sans. »

21 000 policiers municipaux et 168 000 agents du privé

Parce que la demande de sécurité augmente, que la police coûte cher et que les revendications des différentes forces s'intensifient. « Il y a aujourd'hui 21 000 policiers municipaux et 168 000 agents du privé, relève-t-on Place Beauvau. Le législateur a donné de plus en plus de prérogatives à ces forces mais sans vraiment se demander pour quoi faire, jusqu'où et pour quelle efficacité. C'est ce que nous faisons avec la mission parlementaire. »

Lancée début février, cette mission doit permettre de « repenser » le « continuum de sécurité », selon la lettre de mission signée par Gérard Collomb, déplorant qu'aucune « doctrine ni vision prospective » n'aient accompagné le développement de ces forces. Alors que les dernières lois autorisent les agents du privé à être armés et à patrouiller sur la voie publique, deux lignes rouges jugées infranchissables il y a cinq ans, le gouvernement souhaite poser un cadre de « contrôle » et de « régulation ». Afin d'aller encore plus loin ?

« Contrôle de l'État et formation des agents »

« Est-il souhaitable, possible sur le plan constitutionnel, de confier plus de prérogatives judiciaires à la police municipale ? », se demande-t-on au ministère. Ce pourrait être le cas de la future amende pour consommation de stupéfiant. « Faut-il cantonner les agents du privé au pas-de-porte des magasins, ou pourrait-on envisager qu'ils sécurisent des secteurs commerçants entiers ? »

La situation des entreprises de transports et des bailleurs sociaux devrait aussi être particulièrement étudiée. Car en dehors du maintien de l'ordre, du renseignement et de l'investigation, qui resteront aux mains de l'État, le ministère ne fixe aucune limite à sa réflexion. « La garde des détenus hospitalisés, qui relève en théorie du régalien pur, pourrait-elle être confiée à des entreprises privées ?, poursuit ce responsable. Si oui, l'agent serait-il alors autorisé à tirer sur un prisonnier en fuite ? Chaque question entraîne d'autres, et peut-être se dira-t-on finalement qu'on est déjà allé suffisamment loin... »

Jean-Michel Fauvergue, l'un des deux députés LREM missionné sur le sujet, ne se fixe pas plus de limites : « On peut tout envisager mais à deux conditions : le contrôle de l'État et la formation des agents. » La mission doit rendre ses conclusions fin juin.

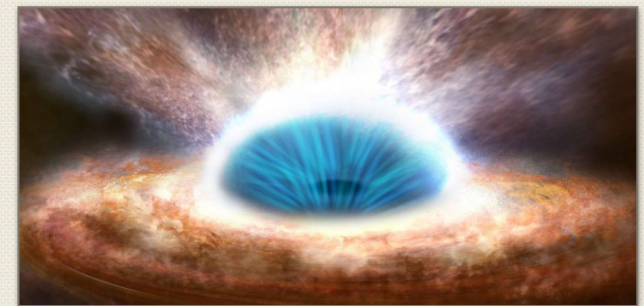
Flore Thomasset - la-croix.com

VI) Qu'est-ce qu'un trou noir, sujet de prédilection de Stephen Hawking ?

Par [Azar Khalatbari](#)

Les étoiles n'ont pas toutes le même destin Seules les plus massives finissent en trous noirs. Explications.

Par [Azar Khalatbari](#)



Une vue d'artiste d'un trou noir qui, placé au centre de sa galaxie, dévore la matière environnante. © SIPANY/SIPA

Cet article est un extrait du dossier ["Trous noirs, les clés de l'Univers" de Sciences et Avenir 825](#) (daté novembre 2015, voir aussi à la fin de cette page).



Stephen Hawking

Il a fallu plus d'un demi-siècle après l'élaboration de [la théorie de la relativité générale par Einstein](#) en 1915, pour que [les trous noirs](#) accèdent au statut d'objet physique. Et quelques années de plus pour en comprendre la genèse. Car chez les étoiles, [on ne naît pas trou noir, on le devient...](#) en fonction de la masse dont on est doté à la naissance. Seules les plus massives — plusieurs fois la masse du Soleil — finissent en effet en [trou noir](#), après une série "d'effondrements gravitationnels". Pour comprendre, rappelons qu'une étoile est une boule de gaz, principalement de l'hydrogène, qui se comporte comme une machine à fabriquer des atomes de plus en plus lourds, grâce à des réactions nucléaires de fusion. Au cours de celles-ci, deux noyaux légers fusionnent pour en former un plus lourd : ainsi, à titre d'exemple, quatre noyaux d'hydrogène permettent de former un noyau d'hélium. Ce processus dégage beaucoup d'énergie, ce qui explique pourquoi l'étoile brille.

En son cœur, à tout moment, deux forces sont en concurrence : d'une part, la "pression radiative" due à l'énergie dégagée par la fusion qui tend à dilater l'étoile et à faire baisser la température ; d'autre part, la gravité (le poids) qui la pousse à s'écrouler sur elle-même, augmentant ainsi la température de son cœur pour déclencher la fusion d'éléments encore plus lourds. Toutes les étoiles passent ainsi par une série de dilatations et d'effondrements, mais leur destin diffère.

Examinons deux cas extrêmes : les étoiles dont la masse équivaut à la moitié de la masse solaire se laissent dominer par les forces de pression qui les dilatent et les refroidissent, interdisant ainsi aux réactions nucléaires de se déclencher.

Elles deviennent alors des naines brunes — des étoiles "ratées" en somme — car elles ne brillent plus. À l'inverse, celles dont la masse équivaut à plusieurs fois la masse solaire voient leur densité augmenter à force de s'effondrer sur elles-mêmes. Puis dans un dernier sursaut, elles explosent en supernova et éjectent leur enveloppe dans l'espace. Leur cœur est alors un astre très dense, comme si toute la masse de la Terre se tassait dans une sphère d'un rayon de 1 cm ! Si cette étoile résiduelle a une masse de plus de 3,2 fois celle du Soleil, elle finira en trou noir.

Les satellites ont repéré leurs flots de rayons

Une fois l'existence des trous noirs démontrée, restait encore à les débusquer. Car un objet qui ne laisse échapper ni matière ni lumière est "invisible", donc indétectable ! Heureusement, la matière sur le point d'être avalée connaît une lente agonie : chauffée, déformée, elle tombe dans la gueule du monstre en émettant des flots de rayons de haute énergie. C'est ce dernier "cri" que les satellites sensibles aux rayons X et gamma ont repéré. Ils ont ainsi permis de découvrir différents types de trous noirs : les stellaires (quelques dizaines de fois la masse du Soleil), les supermassifs (quelques millions de fois) et, depuis quelques années, les trous noirs dits de masse intermédiaire (quelques centaines de fois notre étoile) dont la formation n'est pas encore comprise.

Les astrophysiciens les ont découverts aussi dans une époustouflante variété de configurations. La petite galaxie NGC 1277, par exemple, renferme un trou noir supermassif de 17 milliards de masses solaires. "Une situation très inhabituelle", estime [Jean-Pierre Luminet du Laboratoire d'astrophysique de Marseille](#). "Celui des centres galactiques ne représente que 0,1% de la masse de la galaxie. Chez NGC 1277, il atteint 14%! Cette curiosité nous oblige à questionner nos modèles de formation". Autre "bizarrerie" : NGC 6240 renferme deux trous noirs. Quant à IGR J11014-6103, c'est un astre vagabond. L'explosion de l'étoile en supernova lui a conféré une vitesse folle de plusieurs millions de km/h à travers la galaxie*. Il continue sa route à toute vitesse depuis 15.000 ans, laissant loin derrière lui, dans la constellation de la Carène, sa coquille.

FUSION DE DEUX TROUS NOIRS

Ces images, calculées à l'université Cornell, montrent la spirale provoquée par la rencontre entre deux trous noirs, qui finissent par n'en former qu'un.

Ils pourraient expliquer des phénomènes incompris

Outre ces comportements curieux, les trous noirs pourraient expliquer certains phénomènes énigmatiques de l'Univers, comme les sursauts gamma, ces émissions brèves et intenses de rayons gamma dont les chercheurs ne parviennent pas à expliquer l'origine. "Avec [Mathieu Brassart du Laboratoire de mathématiques de Besançon](#), nous nous sommes intéressés à ce qui se passait lorsqu'une étoile était soumise aux forces de marée d'un trou noir supermassif", explique Jean-Pierre Luminet. "Si l'étoile se rapproche, sans pénétrer, de l'horizon du trou noir [de sa surface], elle est déformée et comprimée deux fois de suite avant de quitter les abords de celui-ci. Nos simulations numériques montrent que cela provoque deux effondrements de la masse de l'étoile séparés d'une centaine de secondes, avec à chaque fois une élévation de température de

de plusieurs milliards de degrés, à l'origine d'émission de rayons gamma". Ce scénario séduisant pour expliquer certains sursauts gamma atypiques attend d'être confirmé par des observations.

* Le Soleil se déplace à 800 000 km/h.

Comment représenter le trou noir

En 2008, *Sciences et Avenir* avait produit et diffusé en kiosque le documentaire *Voyage au coeur d'un trou noir* co-écrit par notre journaliste Sylvie Rouat et l'astrophysicien Alain Riazuelo. Ce documentaire [est désormais visible en ligne, sur notre site](#). Le scientifique de l'institut d'astrophysique de Paris explique qu'à l'origine de ce projet, il y a eu "[la nécessité mathématique de visualiser le comportement d'un trou noir](#)". La représentation du trou noir adoptée dans le documentaire est assez proche de celle retrouvée, des années plus tard, dans le film *Interstellar* de Christopher Nolan (qui s'est aussi basé sur les travaux de l'astrophysicien Kip Thorne). L'astre glouton y est représenté [comme ceinturé d'anneaux de lumière](#). A la sortie du film en octobre 2014, [Alain Riazuelo nous avait livré, dès la fin de la projection, ses premiers commentaires sur le blockbuster spatial de Nolan](#).



**A Suivre...
La Presse en Revue**

LAPRESSEENREVUE.EU